

LA SOCIÉTÉ IVOIRIENNE FACE AUX CHOIX LINGUISTIQUES

Festus A. SOYOYE

Obafemi Awolowo University, Nigeria
Ile-Ife, Osun State, Nigeria

Tajudeen A. OSUNNIRAN

Obafemi Awolowo University, Nigeria
Ile-Ife, Osun State, Nigeria

&

Clement A. ADEJARE

Obafemi Awolowo University, Nigeria
adejare_clement@yahoo.fr

Résumé : Cette étude s'inscrit dans la lignée des études sur les choix linguistiques au sein des communautés multilingues africaines. En prenant pour cible la société ivoirienne, elle cherche, dans un premier temps, à examiner les choix linguistiques et les raisons qui sous-tendent ces choix au sein de cette société. Dans un deuxième temps, elle analyse l'interaction entre les modes d'utilisation des langues et la politique linguistique du pays. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire et analysés à l'aide du modèle de marquage de Myers-Scotton (1993, 1998). Les résultats qui en découlent montrent que le français est exclusivement employé dans le domaine formel alors que le choix linguistique dans le domaine informel dépend des contextes de communication. De plus, l'étude révèle que les modèles d'utilisation de la langue dans les contextes formels sont sous l'influence des facteurs historiques, politiques et économiques, tandis que dans les contextes informels, ils sont surtout influencés par des facteurs linguistiques. Enfin, l'étude conclut que la politique linguistique ivoirienne met plus l'accent sur l'emploi du français, ce qui en fait la langue dominante dans cette société.

Mots-clés : choix linguistiques, société multilingue, politique linguistique, modèle de marquage, langue dominante

IVORIAN SOCIETY FACING LINGUISTIC CHOICES

Abstract: This study is a contribution to studies on patterns of language use within African multilingual communities. Focusing on the Ivorian society, it seeks, on the one hand, to examine the patterns of language use as well as the reasons that motivate them among the Ivorian population. On the other hand, it seeks to analyze the interactions between the language use patterns and the language policy of the country. The data for the study are collected through a questionnaire and analyzed using Markedness Model of Myers-Scotton (1993, 1998). The results show that French language is exclusively used in the formal setting whereas in the informal setting, the language use patterns is based on the communicative contexts. Moreover, the study reveal that historical, political and economic factors influenced the language use patterns in the formal settings while those patterns are mostly influenced by linguistic factors in the informal settings. Finally, the work concludes that the Ivorian language policy places greater emphasis on French, which makes it the dominant language used in the country.

Keywords: patterns of language use, multilingual community, language policy, Markedness Model, dominant language

Introduction

La langue est un moyen vital dont se servent les êtres humains pour communiquer. Dans les sociétés où cohabitent deux ou plusieurs langues, les locuteurs sont appelés à faire de bons choix linguistiques dans des contextes spécifiques de communication. La situation linguistique de la Côte d'Ivoire est assez complexe. Il existe plus d'une soixantaine de langues africaines qui y coexistent au quotidien avec le français, la langue de l'État (Adrienne, 2004). Cette situation des langues fait de la Côte d'Ivoire un pays multilingue. La constitution écrite du pays fait une définition assez claire de l'emploi du français (art. 48 & 101 de la constitution de la troisième République, 2016), mais l'usage des langues africaines reste aux interprétations personnelles de la population. Les situations de choix et de préférences linguistiques dans les sociétés multilingues ont intéressé de nombreux sociolinguistes comme Bissoonauth (1998), Kouega (2008), Campbell et Grondona (2010), Goodman et Lyulkun (2010), Sibusiso (2010), Adeniran (2012), Yakubu et al. (2012), Ansah (2014), Bader et al. (2014), Bader et Hanadi (2015), Magwa (2015), Chen (2016) et Seka-Yapi (2017). Cependant, il ressort que peu d'études se sont données pour préoccupation d'examiner les contours des choix linguistiques dans la société ivoirienne. La présente étude cherche à combler ce vide. Pour y arriver, nous allons nous préoccuper de répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les langues employées dans quelques domaines ciblés de la société ivoirienne ?
- Quelles sont les raisons qui motivent ces choix de langues ?
- Quel est le poids de la politique linguistique ivoirienne sur le choix de langues en Côte d'Ivoire ?

Dans les sections qui vont suivre, nous donnons tout d'abord un bref aperçu de la communauté linguistique ivoirienne, avant de présenter la méthodologie et le cadre théorique de l'étude. Ensuite, il est question de faire l'analyse, puis la discussion des résultats et enfin de tirer des conclusions de la recherche.

0.1 Un bref aperçu des langues en Côte d'Ivoire

Sur le plan linguistique, la Côte d'Ivoire offre une grande diversité. Tout comme la plupart des pays africains, la nation ivoirienne est multiculturelle et multilingue. Ce pays dispose dans son répertoire linguistique les langues ivoiriennes, le français et plus récemment d'autres langues telles que l'anglais, l'espagnol et l'allemand. En effet, depuis les temps coloniaux, les langues ivoiriennes ont été dénombrées à environ une soixantaine par Delafosse (1904). Selon les données provenant du recensement de 1998 dans lequel les personnes ont elles-mêmes choisi et précisé leurs appartenances ethniques, le chiffre est un peu plus précis. On parle de plus de soixante-six (66) langues ivoiriennes (Adrienne, 2004). Ainsi, grâce aux linguistes, on assiste à un regroupement de ces langues en quatre grands groupes ethnolinguistiques à savoir : les Akans dont le nombre est assez important, les Krous, les Voltaïques et les Mandés (repartis en Mandés-nord et en Mandés-sud). Avec une population qui dépasse les 25 millions d'habitants selon Worldometer (2019), le nombre de locuteurs varie naturellement d'une langue à une autre. Cependant, certaines langues

sortent carrément du lot pour avoir plusieurs milliers de locuteurs répandus sur l'étendue du territoire ivoirien. Les données de l'Institut National de la Statistique, consultées en 2018, indiquent que les langues ivoiriennes majoritairement parlées en Côte d'Ivoire sont le dioula, le baoulé, le senoufo, l'agni, le bété auxquelles s'ajoutent le guéré et le yacouba. Le français, quant à lui, s'est introduit en Côte d'Ivoire grâce à la colonisation européenne. L'histoire retient que son expansion a été menée à partir de l'école (instrument principal de sa propagation) sur l'étendue du territoire. Aussi, les autorités ivoiriennes d'après les indépendances de l'année 1960, avec en sa tête le premier président (Felix Houphouët-Boigny), ont donné une autre importance à cette langue et à son adoption. Ainsi, le ministre de l'Assemblée Nationale d'alors, Philippe Yacé, cité par Kube (2005 :12), a prononcé devant les Nations Unies que « [...] Le français, librement accepté par nous, a été un facteur de cohésion à l'intérieur de la Côte d'Ivoire où il a favorisé le regroupement de nos quelques cent ethnies ». L'idée de cette déclaration n'a toujours pas changé au jour d'aujourd'hui. Les différents amendements et révisions de la constitution ivoirienne donnent encore les mêmes importances au français. Cela fait de lui la langue la plus parlée sur le plan numérique.

Par ailleurs, l'envie de s'ouvrir au monde afin de rester un point de référence dans la mondialisation et la globalisation emmène la Côte d'Ivoire à démontrer une grande acceptation d'autres langues européennes telles que l'anglais, l'allemand et l'espagnol. L'apprentissage de ces langues est réservé aux structures publiques et privées de formations pédagogiques.

0.2 Méthodologie de l'étude

Ce travail vise à investiguer d'une part les choix linguistiques dans la société ivoirienne ainsi que les raisons qui motivent ces choix de langues et d'autre part de comprendre l'impact de la politique linguistique du pays sur l'usage quotidien des langues. Pour ce faire, il adopte une approche quantitative. Notre population d'enquête est la population ivoirienne que nous avons stratifiée en cinq groupes de personnes à savoir les élèves, les agents de mairie (représentant les fonctionnaires), les enseignants dans le privé, les commerçant(e)s et les « autres ». La classe des « autres » est composée de toute personne qui n'appartient pas aux quatre premiers groupes de personnes cités ci-avant. Le choix de notre population est justifié d'abord par le fait qu'elle est représentée sur toute l'étendue du territoire ivoirien, et aussi par le fait qu'elle se manifeste dans les domaines formel (écoles publiques et privées et mairies) et informel (relations familiales, sociales et commerciales). Il est intéressant d'étudier les comportements langagiers des locuteurs dans des situations formelles régies par des lois linguistiques et dans des situations informelles où ils sont soumis au libre choix de langue à employer. Comme instrument de la collecte de données, nous nous sommes servis d'un questionnaire. Le questionnaire d'enquête est composé de 4 sections. La première section (section A) contient six (6) questions. Elle nous permet d'obtenir des informations pertinentes relatives à l'âge, à l'ethnie, à la religion et à la profession de nos répondants. La section B contient 10 questions. Elle vise à déterminer le degré

d'information que la population a sur la politique linguistique du pays. La section C, avec six (6) questions, vise à investiguer les choix et préférences linguistiques des répondants dans le cadre de la famille, du travail, de la religion, du marché et des relations amicales. La section D, comportant 10 questions, cherche à identifier les facteurs responsables des différents choix linguistiques de la population.

Pour la collecte des données, 500 copies de questionnaire ont été distribuées au travers les différents domaines identifiés dans huit villes qui sont Abidjan, Bouaké, Yamoussoukro, Daloa, Man, Korhogo, Gagnoa et San-Pedro. Ces villes sont choisies à cause de leurs importances démographique, économique et géographique dans le pays. Un accent particulier est mis sur la ville d'Abidjan, car elle comprend à elle seule dix (10) communes qui sont aussi importantes les unes que les autres et aussi parce que cette métropole est la première force socio-économique et politique de la Côte d'Ivoire toute entière. Ainsi, il a été question de distribuer cent cinquante (150) questionnaires à travers les différentes communes qui composent cette grande métropole. Pour les autres, la distribution s'est faite à raison de cinquante (50) copies par ville et dix (10) questionnaires pour chaque groupe de répondants dans ces villes. A partir de cette méthode de distribution, nous avons eu cent (100) répondants pour chaque strate qui constitue la population de notre travail. Nous nous sommes rendus dans les lieux de repère comme les lycées publics et privés, les mairies, les marchés et les gares routières pour obtenir un échantillon de chaque strate. Le tableau 1 ci-dessous nous fait un récapitulatif des questionnaires collectés pour l'étude.

Tableau 1 : Récapitulatif des questionnaires collectés pour l'étude

Population	Questionnaires distribués		Questionnaires collectés	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Elèves	100	20%	100	20,00%
Fonctionnaires	100	20%	93	18,60%
Commerçant(e)s	100	20%	100	20,00%
Ens. Privé	100	20%	100	20,00%
Autres	100	20%	85	17,00%
Total	500	100%	478	95,60%

Sur les 500 questionnaires distribués à raison de 100 copies par groupe de personnes ciblé formant la population de l'étude, seulement 478 nous ont été retournés. Ainsi nous avons un retour de 100 copies pour les élèves, 93 copies pour les fonctionnaires (les agents de mairies), 100 copies pour les commerçant(e)s et le même nombre pour les enseignants du privé et 85 copies chez les « autres ». Les données recueillies de ces questionnaires sont décortiquées grâce au logiciel SPSS et analysées à partir du modèle de marquage ou le « Markedness Model » de Carol Myers-Scotton (1993, 1998).

0.3 Cadre théorique de l'étude

Le modèle de marquage ou le « Markedness Model » de Carol Myers-Scotton (1993, 1998) sert de cadre théorique à cette étude. C'est un modèle théorique sociolinguistique qui a été développé par Carol Myers-Scotton et qui s'est inspiré du modèle de choix rationnel ou le « Rational Choice Model » du psychologue Jon Elster (1989). Ce modèle théorique décrit les différents choix de langues que font les locuteurs dans les communautés multilingues. Selon Carol Myers-Scotton (1993, 1998), les langues sont assignées des rôles qu'elles doivent jouer dans des situations de communication bien définies dans toute société multilingue. Ces rôles sont qualifiés d'ensemble de Droits-et-Obligations (RO) des langues (Myers-Scotton, 1993 :84). L'auteur soutient que le choix linguistique du locuteur multilingue est déterminé par son désir d'indexer l'ensemble de Droits et d'Obligations (RO) liés au choix de la langue qu'il emploie. Le modèle de marquage est basé sur trois maximes que sont la maxime du choix non-marqué qui prévoit l'emploi d'une langue spécifique déterminé par les normes d'une communauté linguistique donnée ; la maxime du choix marqué qui prévoit l'emploi d'une langue de choix au goût du locuteur pour communiquer et la maxime du choix exploratoire qui soutient l'emploi de plusieurs langues simultanément dans une situation de communication (Myers-Scotton, 1993). Le modèle de marquage est adéquat pour notre travail, car il se rapporte au choix d'une variété linguistique que l'individu fait par rapport à d'autres variétés possibles existant dans une société multilingue donnée (Myers-Scotton, 1998).

1. Présentation et analyse des résultats

Cette section présente l'analyse des résultats quant aux choix linguistiques, les raisons qui motivent ces choix ainsi que l'impact de la politique linguistique sur l'emploi des langues dans quelques domaines ciblés de la société ivoirienne. L'accent est mis sur le français, le nouchi et les langues ivoiriennes.

1.1 Choix linguistiques dans la société ivoirienne

Nous examinons les choix linguistiques la population ivoirienne à la maison, au travail, au marché, entre ami(e)s et dans les lieux de culte.

Tableau 2 : Langues parlées à la maison par les répondants

Professions	Français		Nouchi		Langue ivoirienne		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Elèves	38	39,58	6	6,25	52	54,17	96	100,00
Fonctionnaires	55	57,89	0	0,00	40	42,11	95	100,00
Commerçant(e)s	30	30,61	1	1,02	67	68,37	98	100,00
Ens. Privé	25	25,77	0	0,00	72	74,23	97	100,00
Autres	24	29,63	1	1,23	56	69,14	81	100,00
Total	172	36,83	8	1,71	287	61,46	467	100,00

Au total, 467 personnes ont répondu à cette question, indiquant ainsi les différents choix linguistiques qu'ils font à la maison comme suit : 61,46% de ces répondants utilisent les langues ivoiriennes à la maison contre 36,83% de ces répondants pour le français et 1,71% de ces répondants pour le nouchi. Ainsi, les résultats obtenus montrent que les langues les plus employées à la maison en Côte d'Ivoire sont les langues ivoiriennes. Ces langues représentent donc le choix non marqué dans ce domaine de notre société d'étude selon le postulat du modèle de marquage (1993, 1998). Cependant, cette généralité diffère chez les fonctionnaires parmi lesquels nous avons un grand nombre (57,89% des personnes) qui emploie le français à la maison. Tout compte fait, la langue ivoirienne représente le code non marqué dans ce domaine de la société ivoirienne. Toutefois, il faut souligner que ce code non marqué est beaucoup concurrencé par d'autres codes, donnant ainsi un emploi linguistique assez dynamique et coloré à la maison. Il revient de dire que la population ivoirienne fait beaucoup usage d'alternance des langues à la maison. Ce comportement linguistique indique, selon les termes de Myers-Scotton (1998 :19), que le choix de langue à la maison en Côte d'Ivoire est beaucoup intentionnel. En effet, les locuteurs décident du code à parler en fonction de plusieurs raisons que le modèle de marquage résume en termes de coûts et avantages.

Tableau 3 : Langues parlées au travail par les répondants

Professions	Français		Nouchi		Langue ivoirienne		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Elèves	100	100,00	0	0,00	0	0,00	100	100,00
Fonctionnaires	93	100,00	0	0,00	0	0,00	93	100,00
Commerçant(e)s	82	82,00	3	3,00	15	15,00	100	100,00
Ens. Privé	94	100,00	0	0,00	0	0,00	94	100,00
Autres	28	32,94	42	49,41	15	17,65	85	100,00
Total	397	84,11	45	9,53	30	6,36	472	100,00

Nous avons un total de 472 personnes qui ont répondu à la question. Leurs choix indiquent que 84,11% des répondants emploient exclusivement le français à travers les différents secteurs d'activités contre 9,53% des répondants pour le nouchi et 6,36% pour les langues ivoiriennes. L'étude révèle que contrairement aux autres catégories de personnes, les commerçants et les «autres» ne se limitent pas seulement au français pour communiquer. En effet, ils font aussi usage du nouchi et des langues ivoiriennes dans leurs différents secteurs d'activités. Il revient de dire que le code non marqué au travail dans la société ivoirienne est le français, ce qui se comprend bien de par la position de la politique linguistique du pays. Cependant, nous remarquons l'alternance des langues chez les commerçants et les «autres» afin de satisfaire les besoins linguistiques dans leurs milieux d'activités.

Tableau 4 : Langues parlées au marché par les répondants

	Français		Nouchi		Langue ivoirienne		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Professions								
Elèves	74	67,89	14	12,84	21	19,27	109	100,00
Fonctionnaires	50	54,95	0	0,00	41	45,05	91	100,00
Commerçant(e)s	72	69,23	5	4,81	27	25,96	104	100,00
Ens. Privé	67	69,07	7	7,22	23	23,71	97	100,00
Autres	47	67,14	3	4,29	20	28,57	70	100,00
Total	310	65,82	29	6,16	132	28,03	471	100,00

Nous avons 471 personnes qui ont répondu dans le cadre de cette question. Les résultats indiquent que, de façon générale, le français est la langue la plus employée au marché par la population ivoirienne. En effet, 65,82% des répondants choisissent le français contre 28,03% et 6,16% des répondants pour les langues ivoiriennes et le nouchi respectivement.

Ce résultat nous indique que bien que le français soit la langue la plus dominante et donc le code non marqué, selon Myers-Scotton (1993, 1998), le marché est un domaine où la population ivoirienne pratique une grande alternance linguistique. En effet, la communication est dirigée vers un ensemble d'objectifs que se fixent les locuteurs de la société. Ces motivations (objectifs) sont les coûts et avantages soulignés par Myers-Scotton (1998).

Tableau 5 : Langues parlées entre ami(e)s par les répondants

	Français		Nouchi		Langue ivoirienne		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Professions								
Elèves	72	75,00	20	20,83	4	4,17	96	100,00
Fonctionnaires	60	74,07	0	0,00	21	25,93	81	100,00
Commerçant(e)s	56	56,57	2	2,02	41	41,41	99	100,00
T. Privé	70	71,43	0	0,00	28	28,57	98	100,00
Autres	33	33,67	15	15,31	50	51,02	98	100,00
Total	291	61,65	37	7,84	144	30,51	472	100,00

Nous avons un ensemble de 472 personnes qui ont répondu à la question. Il ressort ici que le français est la langue première pour communiquer entre ami(e)s. Les chiffres indiquent que 61,65% des répondants utilisent le français contre 30,51% et 7,84% des répondants qui utilisent les langues ivoiriennes et le nouchi respectivement. Le résultat de l'enquête révèle que le français est le code le plus employé (code non marqué) pour communiquer entre ami(e)s en Côte d'Ivoire. Cependant, il est très courant d'observer l'usage d'une alternance linguistique avec l'emploi des langues ivoiriennes et du nouchi dans ce contexte. Cette tendance indique ainsi la liberté consciente que

cherche à affirmer les locuteurs ivoiriens dont l'objectif est d'indexer un ensemble de Droits-et-Objectifs personnel (Myers-Scotton 1993, 1998).

Tableau 6 : Langues parlées dans les lieux de culte par les répondants

Religions	Français		Nouchi		Langue ivoirienne		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Chrétienne	227	87,31	0	0,00	33	12,69	260	100,00
Musulmane	57	30,00	0	0,00	133	70,00	190	100,00
Autres	9	32,14	0	0,00	19	67,86	28	100,00
Total	293	61,30	0	0,00	185	38,70	478	100,00

Il existe plusieurs tendances religieuses en Côte d'Ivoire. On peut les regrouper en trois groupes, à savoir le Christianisme, l'Islam et les autres religions. Chacune est caractérisée par son appellation et ses manières d'adoration qui lui sont connues dans cette société. Au total, 478 personnes ont répondu à la question sur les langues utilisées dans les lieux de cultes. Les résultats obtenus indiquent que l'emploi et la dominance des langues est relative à la religion. En effet, la langue la plus employée dans les lieux de culte des Chrétiens est le français avec 87,31% des répondants contre 12,69% des répondants pour les langues ivoiriennes. Dans les lieux de culte des Musulmans, les langues ivoiriennes sont plus employées avec 70% des répondants contre 30% des répondants pour le français. En ce qui concerne les lieux de culte des autres religions, on remarque que ce sont les langues ivoiriennes qui dominent avec 67,86% des répondants contre 32,14 % des répondants pour le français.

Contrairement aux autres domaines de la société ivoirienne que nous avons considérés dans ce travail, il ressort que le nouchi n'est aucunement employé dans les lieux de culte. Il nous revient de retenir aussi qu'on observe un faible taux d'alternance de langues dans les lieux de culte de cette société multilingue ouest africaine.

L'emploi des langues dans les sociétés multilingues est généralement influencé par plusieurs facteurs. Dans la section qui suit, nous considérons les facteurs responsables des choix linguistiques en Côte d'Ivoire.

1.2 Facteurs responsables des choix linguistiques en Côte d'Ivoire

Plusieurs raisons peuvent motiver le choix d'une langue particulière parmi tant d'autres dans les sociétés multilingues. Selon le modèle de marquage, ces facteurs sont d'ordre socio-psychologique. Dans le cadre de cette étude, nous nous demandons de savoir le rôle que jouent quelques facteurs identifiés.

Tableau 7: Facteurs sociaux responsables des choix linguistiques

Facteurs	Français		Nouchi		Langue ivoirienne	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Famille	128	24,06	3	0,56	401	75,38
Société	420	79,70	22	4,17	85	16,13
Profession	447	91,98	3	0,62	36	7,41
Medias	464	96,47	3	0,62	14	2,91
Education	470	98,53	1	0,21	6	1,26

Les résultats de notre enquête montrent que la famille, les relations sociales, l'activité professionnelle, les medias et l'éducation sont des facteurs qui motivent les choix des langues de la population ivoirienne. La communication en famille motive plus l'emploi des langues ivoiriennes par rapport aux autres langues avec 75,38% des répondants contre 24,06% des répondants pour le français et 0,56% des répondants pour le nouchi. Les rassemblements sociaux et amicaux encouragent l'emploi du français par-dessus les autres langues. Nous avons ainsi 79,70% des répondants pour le français contre 16,13% pour les langues ivoiriennes et 4,17% pour le nouchi. Le domaine des activités professionnelles est aussi un élément décideur dans le type de choix de langues que les locuteurs choisissent dans cette société multilingue. Les résultats que nous avons indiqués que le français prime dans ce contexte avec 91,98% des répondants contre 7,41% de personnes pour les langues ivoiriennes et 0,62% de personnes pour le nouchi. L'enquête révèle aussi que l'usage des langues dans les différents medias du pays est grandement en faveur du français. Ceci motive 96,47% des répondants à choisir le français contre 2,91% pour les langues ivoiriennes et 0,62% pour le nouchi. L'enseignement est le dernier facteur que nous avons investigué. Il ressort que le français (avec 98,53% des réponses) y est majoritairement employé. Cependant, on a un faible emploi des langues ivoiriennes (1,26% des répondants) et du nouchi (0,21% des répondants) pour communiquer dans le domaine de l'éducation. L'emploi des langues dans les sociétés multilingues est aussi assujéti à la politique linguistique du pays. Comment se présente cette réalité dans la société ivoirienne ?

1.3 La politique linguistique ivoirienne selon la population

La conscience du peuple vis-à-vis de la politique linguistique d'un pays donné joue grandement sur l'importance accordée aux différentes langues par sa population. C'est en cela que nous voulons savoir le degré d'information que la population ivoirienne a de la politique de ce pays en matière de l'usage des langues.

Tableau 8 : La politique linguistique dans la société ivoirienne selon notre enquête

	Français	Nouchi	Langue ivoirienne	Sans réponse
	%	%	%	%
Services publics	98,74	0,00	0,84	0,42
Enseignement	98,54	0,00	0,00	1,47
Tribunal	99,16	0,00	0,63	0,21
Media	85,77	1,05	12,76	0,42
Demande d'emploi	98,95	0,00	0,00	1,05
Structures du pays	82,85	1,26	13,60	2,30

La population de l'étude révèle que le français est l'unique langue reconnue dans les services publics (98,74% des répondants) et dans l'enseignement (98,54% des répondants) à tous les niveaux. C'est aussi la seule langue utilisée dans les tribunaux avec 99,16% des répondants. Les médias en Côte d'Ivoire font plus usage du français avec 82,85% des répondants qui l'affirment contre 12,76% et 1,05% des répondants pour le français et le nouchi respectivement. Notre population déclare également que le français est la seule langue utilisée pour les demandes d'emploi sur toute l'étendue du pays avec 98,95% des répondants. Par ailleurs, le français est jugé comme étant la langue la plus favorisée par les structures du pays avec 82,85% des répondants qui le soutiennent contre 13,60% des répondants pour les langues ivoiriennes et 1,26% des répondants pour le nouchi.

Dans la section suivante, nous allons discuter ces différents résultats afin de situer les réponses données par la population de l'enquête.

2. Discussion

L'emploi et le rôle des langues dans les différents domaines des sociétés multilingues diffèrent d'une communauté linguistique à une autre. Selon Fishman (1972), les domaines d'emploi des langues sont des contextes ou des institutions dans lesquels les langues sont plus appropriées et dominantes selon les choix des acteurs linguistiques d'une communauté donnée. Ces choix peuvent être faits de façon libérale et préférentielle ou peuvent être aussi forcés sur la population grâce à l'élaboration d'une politique linguistique. L'objectif principal de cette étude était d'investiguer d'abord les choix linguistiques de la population ivoirienne dans quelques domaines de communication identifiés. Ensuite, il était question de déterminer les facteurs responsables des choix linguistiques et enfin d'examiner l'impact de la politique linguistique ivoirienne sur l'usage des langues de la population. Bien que différents domaines soient employés dans différentes études comme celles d'Adeniran (2012) et d'Ansa (2014), les domaines considérés dans notre travail incluent la maison, le travail, le marché, les lieux de culte et les relations amicales. Les résultats de cette enquête ont des implications sur la vitalité ethno-linguistique en Côte d'Ivoire.

Contrairement à l'assertion de Chumbow & Bobda (2000) selon laquelle le français est seulement employé par les élites et une petite portion de la

population dans les pays de l’Afrique de l’ouest francophone, l’emploi du français domine grandement dans la société ivoirienne et cela dans plusieurs domaines à travers toutes les couches sociales. En effet, les résultats de notre étude révèlent que le français est indéniablement la seule langue employée dans le secteur formel en Côte d’Ivoire même si l’on observe à quelques endroits l’alternance du français avec les langues ivoiriennes. Son emploi est donc exclusif dans le domaine du travail. Il est aussi plus utilisé pour commercer dans les marchés du pays, dans les communications entre ami(e)s et dans les églises. Cette influence montre que la décision des autorités politiques du pays de faire du français la première langue selon les textes de la constitution n’est pas hors contexte. Cependant, il revient de souligner que les locuteurs accordent aussi de grandes valeurs aux langues ivoiriennes dans la société ivoirienne. Les résultats du travail montrent que non seulement ces langues ivoiriennes sont beaucoup alternées avec le français au marché et à l’église, leurs emplois dominant fortement à la maison et aussi dans les mosquées de notre communauté d’étude. La domination des langues ivoiriennes dans ces domaines confirme son statut de langue de réprimande ou de correction, d’information, de confort, d’humour et de respect religieux selon les termes de Landweer (2008). Fishman (1972) estime que la maison est un domaine très important pour la survie de toute langue et les parents jouent un rôle majeur à cet égard en assurant la transmission intergénérationnelle de leurs langues locales. Il convient ainsi d’en déduire que certes le français est massivement implanté en Côte d’Ivoire, les langues ivoiriennes ont aussi de bonne chance de subsister grâce à sa présence dans les familles de ce pays multilingue. Veltman (1983) affirme aussi que la langue la plus utilisée à la maison a des impacts sur l’emploi des langues dans tous les domaines de communication des sociétés multilingues. Cette remarque peut donc expliquer le fait que l’on remarque, à travers les résultats de notre enquête, une alternance des langues dans la société ivoirienne. Cette alternance consiste à l’emploi du français parfois avec les langues ivoiriennes et/ou avec le nouchi dans les domaines considérés pour cette étude.

Certains sociolinguistes ont révélé les facteurs qui poussent des locuteurs à choisir une langue par rapport à une autre dans une société multilingue donnée. Bouhris et al (1977) affirment que le statut socio-économique d’une langue, la force et la répartition démographique d’une langue et le support institutionnel accordé à une langue sont des facteurs qui influencent le choix de langues des locuteurs. La présente étude ne rejette pas ces facteurs énumérés par Bouhris et al. (1977). Cependant, nos résultats indiquent spécifiquement qu’en Côte d’Ivoire, la famille, les relations sociales, le domaine professionnel, l’appartenance religieuse, les médias et l’éducation sont des facteurs qui rentrent en ligne de compte dans le choix de la langue de communication. Ces facteurs sont aussi cités par Myers-Scotton (1998). Le support institutionnel mentionné par Bouhris et al (1977) est généralement issue de la position que prennent les autorités politiques d’un pays vis-à-vis de l’emploi des langues. Depuis les indépendances du 7 août 1960 jusqu’aujourd’hui, l’État ivoirien a clairement indiqué sa position qui favorise uniquement le français dans le

contexte de langue nationale. Aujourd'hui encore, on remarque dans les textes de la constitution de la 3^e et dernière République jusque-là, la loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant constitution de la République de Côte d'Ivoire en son article 48 section 5 que « La langue officielle est le français ». La politique linguistique en Côte d'Ivoire est similaire à celle de son colonisateur, la France, et est centrée sur l'emploi de la langue française dans les institutions de l'État, sans réellement situer sur le cas des autres langues comme les langues locales. Selon Chumbow & Bobda (2000), cette position est qualifiée de politique d'assimilation, d'élitisme et de répression des langues locales. L'enquête révèle que les locuteurs comprennent clairement l'importance que les autorités politiques accordent à la langue française au détriment des autres langues. La population partage les avis de Boutin & N'Guessan (2013) qui affirment que le français est la langue absolue de la présidence de la république, de l'assemblée nationale, de l'administration publique, des cours de justice, de l'enseignement à tous les niveaux, des forces policières et des forces armées, de l'affichage et des médias. Cette position de l'État en ce qui concerne l'usage des langues est un frein à l'acceptation des langues ivoiriennes et du nouchi dans la société ivoirienne. Ceci est de nature à mener ces autres langues vers le statut de langues sans importance pour les locuteurs ivoiriens.

Conclusion

Cette étude a abordé la question de l'emploi des langues dans les sociétés multilingues, en mettant l'accent sur le modèle de choix des langues en Côte d'Ivoire. Contrairement aux discussions menées dans les travaux précédents, notre enquête a cherché à identifier les choix de langues de la population ivoirienne dans les secteurs formel et informel, les raisons qui motivent ces choix ainsi que l'impact de la politique linguistique ivoirienne sur les différents choix de la population de ce pays. En nous basant sur les appels récents sur l'emploi des langues dans les communautés linguistiques, nous soutenons que le mode d'utilisation des langues en Côte d'Ivoire favorise plus le maintien du français au détriment des langues ivoiriennes et du nouchi.

Références bibliographiques

- ADEJARE, C. A (2019). *L'emploi du français et des langues indigènes face à la politique linguistique ivoirienne*. Thèse de doctorat, Obafemi Awolowo University, Ile-Ife.
- ADENIRAN, A. O. (2012). *Language Use and Attitudes in the Urban Community of Porto-Novo, Benin Republic*. Thèse de Doctorat, University of Ibadan, Ibadan.
- ADENIRAN, W. (2006). Quelques réflexions sur la politique linguistique de l'acquisition du français au Nigéria. *Foreign Languages Studies in West Africa : Nigeria and Benin*, 40-53.
- ADRIENNE, B. (2004). *Intégration et autonomie des minorités en Côte d'Ivoire*. Document de travail présenté à la commission des droits de l'homme, Université d'Abidjan.

- ANSAH, A. M. (2014). Language Choice in Multilingual Communities: The Case of Larteh Ghana. *Legon Journal of the Humanities*, 25, 37-57.
- BADER, D. & Hanadi, A. (2015). Language Choice and Language Attitudes in a Multilingual Arab Canadian Community: Quebec-Canada: A Sociolinguistic Study. *British Journal of English Linguistics*, 3 (1), 1-12.
- BADER, D., Rahmeh, S. & Mohammed, N. (2014). Language Use and Language Attitudes among the Muslim Arabic of Vancouver/Canada: A Sociolinguistic Study. *International Journal of Linguistics and Communication*, 2(2), 75-99.
- BAMGBOSE, A. (1991). *Language and the Nation: The Language Question in Sub-Saharan Africa*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- BISSOONAUTH, M. A. (1998). *Language Use, Language Choice and Language Attitudes among Young Mauritian Adolescents in Secondary Education*. Thèse de doctorat, University of Nottingham.
- BOURHIS, R. Y. & Giles, H. (1977). The language of Intergroup Distinctiveness. In Giles, H. (ed.): *Language, Ethnicity and Intergroup Relations*: 119-135. London: Academic Press.
- BOUTIN, B. & N'Guessan, J. (2013). Citoyenneté et politique linguistique en Côte d'Ivoire. *Revue française de linguistique appliquée*, xviii (2), 121-133.
- CAMPBELL, L. & Grondona, V. (2010). Who Speaks What to Whom? Multilingualism and Language Choice in Missión LaPaz. *Language in Society*, 39, 617-646.
- CHEN, Z. (2016). L'emploi des langues en Algérie. *Canadian Social Science*, 12 (11), 139-144.
- CHUMBOW, B. S. & Bobda, A. S. (2000). French in West Africa: A Sociolinguistic Perspective. In (de) Gruyter, Walter (Ed.): *International Journal of Sociology of Language*. 39-60.
- DELAFOSSÉ, M. (1904). *Vocabulaires comparatifs de plus de 60 langues ou dialectes parlées en Côte d'Ivoire et dans les régions limitrophes*, Paris : Ernest Leroux.
- FERRER, C & Sankoff, D. (2004). The Valencian Revival: Why Language Lags Behind Competence. *Language in Society*, 33 (1), 1-33.
- FISHMAN, J. A. (1967). Bilingualism with and without Diglossia: Diglossia with and without Bilingualism. *Journal of Social Issues*, 23, 29-38.
- FISHMAN, J. A. (1972). Domains and the Relationship between Micro- and Macro- sociolinguistics. In Gumperz, J. J. and Hymes, D. (eds.): *Directions in Sociolinguistics: The Ethnography of Communication*, Oxford: Basil Blackwell, 435-453.
- GOODMAN, B.A. & Lyulkun, N.A. (2010). Ukrainian, Russian, English: Language Use and Attitudes of Students at a Ukrainian University. *Working Papers in Educational Linguistics*, 25 (1), 77-93.
- KOUEGA, J. (2008). Minority Language Use in Cameroon and Educated Indigenes' Attitudes to their Languages. *International Journal of Sociology of Language*, 2008 (189), 85-113. doi :10.1515/IJSL.2008.004
- KUBE, S. (2005). *La francophonie vécue en Côte d'Ivoire*. Paris : L'harmattan.
- LANDWEER, L. M. (2008). *Endangered Languages: Indicators of Ethnolinguistic Vitality*. Dallas: SIL International.

- MAGWA, W. (2015). Attitudes towards the Use of Indigenous African Languages as Languages of Instruction in Education: A Case of Zimbabwe. *Journal of Educational Policy and Entrepreneurial Research (JEPER)*, 2 (1), 1-16.
- MYERS-SCOTTON, C. (1993a). Common and Uncommon Ground: Social and Structural Factors in Codeswitching. *Language in Society*, Cambridge University Press, 475-503.
- MYERS-SCOTTON, C. (1993b). *Social Motivations for Codeswitching: Evidence from Africa*. Oxford, UK: Clevedon Press.
- MYERS-SCOTTON, C. (1998). A Theoretical Introduction to the Markedness Model. In Myers-Scotton, C. (Ed.): *Codes and Consequences Choosing Linguistic Varieties*, New York, NY: Oxford University Press, 18-40.
- MYERS-SCOTTON, C. (1998). Codes and Consequences: Choosing Linguistic Varieties. In Robert H. K. (Ed.), *Journal of Linguistic Anthropology*, 251-253.
- SEKA-YAPI, A. T. (20017). Bilinguisme à l'école primaire ivoirienne; les enjeux de la cohabitation langue maternelle et français langue étrangère. *Canadian Social Science*, 13 (8), 53-60.
- SIBUSISO, C. N. (2010). Multilingualism in Desegregated Schools: Learners' Use of and Views towards African Languages. *Southern African Linguistics and Applied Language Studies*, 28 (1), 1-73.
- VELTMAN, C. J. (1983). *Language Shift in the United States*. The Hague: Mouton.
- YAKUB, A., Matu, P. & Ongarora, D. (2012). Language Use and Choice: A Case Study of Kinubi in Kibera, Kenya. *International Journal of Humanities and Social Science*, 2 (4), 99-104.

SITOGRAFIE

- Loi no 60-356 du 3 Novembre 1960 portant constitution de la République de Côte d'Ivoire. Tiré de www.gouv.ci/doc/textesfondamentaux/constitution%20de%20novembre%201960.doc. Consulté le 7 décembre 2018.
- www.ins.ci : Consulté le 17 avril 2018
- www.populationdata.net/pays/cote-divoire : Consulté le 19 avril 2018
- www.gouv.ci/doc/textesfondamentaux/constitution%20de%20nomenclature%201960.doc: Consulté 15 mai 2018
- www.unesco.org/culture/languages-atlas/fr/atlasmap.html : Consulté le 17 avril 2018
- Internet World Stats. (2008). Internet World Users by Language: Top 10 languages. Consulté le 21 juin 2018, de <http://www.internetworldstats.com/stats7.htm>
- Worldometer 2019 : La population ivoirienne. Consulté le 16 mars 2019 de www.worldometers.info/world-population/cote-d-ivoire-population/
- World population 2018 Review : La population ivoirienne. Consulté le 16 mars 2019 de www.worldpopulationreview.com/countries/ivory-coast-population/